

# La Société nationale du logement social

Pages 6 &amp; 7

GESTION D'ENTREPRISE

## Le management de crise

Page 3

# Potentiel

Agenda des affaires

N°0031 du jeudi 05 février 2015

5 000 exemplaires

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

500 F CFA

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

# Le dialogue social au Gabon



Pages 5 &amp; 9

Le dialogue social amorcé par le gouvernement et les syndicats devrait permettre d'apaiser les tensions sociales et améliorer le quotidien des gabonais.

Dans ce numéro :

POLITIQUE Page 2

### Réhabilitation de l'Union Nationale



SOCIETE Page 2

### Journée mondiale de la lèpre



EDUCATION Page 2

### Soutenances à l'IHEM



DOSSIERS ET REPERES Page 4

### Méthodologie générale de la recherche scientifique

POTENTIEL

HEURES D'OUVERTURE :

Matinée : 8h 00 - 13h 00 /  
Après midi : 14h 00 - 17h 00  
Fermeture de dépôt des annonces le mardi  
après-midi auprès du service commercial  
sis derrière les eaux et forêts  
entrée face Promo Gabon.  
Tél. : 04 41 83 49

## EDITORIAL LE GOUVERNEMENT DES ENTREPRISES



En matière de management, la question du gouvernement des entreprises a toujours été un fait majeur de contre-pouvoir et de contrôle agissant sur les décisions stratégiques et, finalement sur la pérennité de l'entreprise. De quoi s'agit-il ? Dans notre propos du jour, nous voyons dans un premier temps, la différence entre le gouvernement, le management et le fait d'entreprendre, en définissant les grands principes de la Corporate governance : contrôle du pouvoir de direction compatible avec l'efficacité de ce pouvoir, définition de l'intérêt général en tenant compte des intérêts particuliers, transparence de l'information mais aussi secret des affaires. Dans un

deuxième temps, nous établissons la hiérarchie des forces entre les différents acteurs du pouvoir dans l'entreprise : actionnaires, dirigeants, conseil d'administration, contrôleurs, pour conclure en montrant qu'il n'est désormais plus possible de manager sans tenir compte de la manière dont les pouvoirs s'établissent, définissent et modifient le gouvernement des entreprises, la vie mouvementée du monde des affaires révélant une évidence : pour connaître une entreprise, il ne faut pas se contenter des techniques et des processus de management. Il faut aussi se préoccuper du gouvernement des entreprises ou de la gouvernance d'entreprise.

De ce fait, la vie économique consistant à jouer avec différentes contraintes, qu'elles soient financières, humaines, politiques ou techniques, de manière à tirer un résultat de leur combinaison, dans ce jeu, il faut réellement mettre en évidence trois dimensions : entreprendre, manager

et gouverner. Entreprendre, comme l'affirme Pierre-Yves Gomez, Professeur de stratégie à l'École de Management de Lyon, c'est choisir ses contraintes, c'est trouver la meilleure combinaison de moyens pour faire face aux contraintes économiques considérées comme des données et gouverner, c'est faire en sorte que ceux qui subissent les conséquences des contraintes ou des moyens choisis, les parties prenantes, considèrent les décisions prises comme légitimes". Mais quel que soit le type d'entreprise (familiale, cotée, petite ou grande), trois enjeux permettent de caractériser le gouvernement des entreprises. Ils se présentent sous forme de trois couples d'opposés : pouvoir discrétionnaire ou contrôle du pouvoir, intérêts privés ou intérêt général, information ou secret.

Dans tous les cas, dans le système capitaliste, système dans lequel la propriété sur l'entreprise se traduit par un capital

réparti en parts sociales ou actions, légalement, l'actionnaire est institué comme ayant le pouvoir souverain sur l'entreprise: en dernier ressort, c'est lui qui détermine quels sont les intérêts supérieurs de l'entreprise. Un changement d'actionnaires peut donc induire des modifications radicales de la stratégie ou de management.

Ainsi, quelle que soit l'évolution institutionnelle du gouvernement des entreprises vers plus de maturité, on retrouvera toujours une structure de pouvoir en forme de triangle comprenant le pouvoir souverain, le pouvoir exécutif et le pouvoir de contrôle, pour comprendre que les principes de gestion d'entreprise sont généraux, mais chaque entreprise a son gouvernement, l'évolution du gouvernement déterminant le développement de l'entreprise.

Constant Oyono Ebang Obame

ACTUALITE

POLITIQUE

# Réhabilitation de l'Union Nationale

L'Union nationale, parti politique de l'opposition gabonaise, a été réhabilitée par les autorités après une longue période d'absence dans le microcosme politique gabonais.

« Le parti politique Union Nationale est réhabilité et autorisé à exercer ses activités sur l'ensemble du territoire national. » C'est en substance ce que l'on peut retenir du communiqué du ministre de l'intérieur Guy Bertrand Mapangou le mercredi 4 février dernier. Par cette déclaration, le locataire de l'avenue de Coïntet redonne naissance à un parti politique qui avait été frappé de dissolution en 2011 par un arrêté du ministère de l'intérieur. Le retour de l'Union nationale sur la sphère politique nationale va forcément entraîner une recom-

position du landerneau poli- changer car les acteurs poli-



Le Ministre de l'intérieur Guy Bertrand Mapangou annonçant la réhabilitation de l'Union Nationale.

position du landerneau poli- changer car les acteurs poli- tiques gabonais, car les principales figures de prou de ce parti politique s'étaient muées dans des groupements politiques pour pouvoir « exister » politiquement. Avec le retour de l'UN les positions des uns et des autres vont certainement

travailler pour le rayonnement de leur formation politique en vue des élections présidentielles de 2015, ce qui pourrait revoir à la baisse les ambitions de certains leaders de l'opposition qui voyaient dans le front

uni une plate-forme pouvant leur permettre d'accroître leur notoriété. Sur le plan de l'exercice des libertés politiques, la réhabilitation de l'union nationale vient à point nommé car elle pourrait permettre de relever le débat politique avec des acteurs de l'opposition dite radicale. Ce qui serait de bonne guerre pour la jeune démocratie gabonaise qui a plus que jamais besoin de grandir et de gagner en vitalité avec des acteurs qui respectent les principes du jeu démocratique. C'est d'ailleurs dans le but de voir le Gabon avoir une démocratie digne, que plusieurs instances internationales telles que l'organisation des nations unies ont unanimement salué la réhabilitation de l'Union nationale.

Steve MOUNGUENGUI

Les divers

UNE FILLETTE SEXUELLEMENT ABUSÉE À MITZIC



Un agent de Siat Gabon, à Mitzic a abusé sexuellement de la fille de sa collègue de travail. Selon des sources concordantes. Dans la nuit du 25 au 26 janvier, André Tcheutchoua de nationalité camerounaise, aurait organisé une fête dans laquelle il a invité les enfants de ses voisins. Le délinquant sexuel a profité de la naïveté de sa victime pour assouvir sa libido. Il aurait contraint la petite H.O âgée de 15 ans à consommer une grande quantité d'alcool avant de proposer de la raccompagner chez sa mère. Après avoir quitté la fête, le trentenaire a entraîné la gamine derrière une maison afin d'abuser sexuellement d'elle. Il a assouvi sa libido malgré des cris de douleurs de sa victime qui était même en période de menstrues. Présenté devant les autorités, le violeur a été placé en détention, en attendant son jugement.

IL MEURT AU COURS D'UNE INITIATION EN NTOUM



Un compatriote de 17 ans a trouvé la mort dans un temple de bwiti en Ntoum. Selon une source digne de foi. Samedi dernier, le jeune Génèse Bous-soungou Touckou se serait rendu à Meyang pour une veillée d'initiation au rite mabandji. Après avoir consommé une forte dose d'iboga enfoui dans des doigts de banane, la victime a commencé à se plaindre des maux de ventre juste après l'absorption du bois sacré. Puis s'est mis à vomir. Pour calmer la douleur, le maître spirituel lui administra une décoction. Dimanche matin vers neuf heures, le jeune homme est de nouveau pris de proie au malaise et recommence à vomir. Tentant de l'acheminer vers une structure médicale, le compatriote malheureusement rendit l'âme. Le maître spirituel a été placé en garde à vue pour les besoins de l'enquête. Georgie M.

SOCIETE

# Journée mondiale de la lèpre

Classée dans la catégorie des maladies tropicales, c'est-à-dire celles que l'on rencontre dans les zones où les climats sont chauds et humides, la lèpre continue de faire son chemin au Gabon, ceci malgré les actions du ministère de la santé dans l'optique de renforcer la lutte.

Avec pour thème « pour une meilleure santé de toutes les personnes affectées par la lèpre ». La journée mondiale de la lèpre a été célébrée à Libreville le dernier dimanche du mois de janvier, comme il est de coutume depuis 60 éditions. Cette journée a été l'occasion d'interpeller les consciences sur cette maladie qui n'est pas contagieuse selon l'organisation mondiale de la santé, mais très dangereuse au cas où les soins arrivent tardivement. L'intérieur du pays n'est pas resté en marge de cette journée et des

activités sont organisées afin d'apporter du réconfort aux personnes atteintes de cette pathologie souvent négligée à ces débuts ou méconnue des agents de santé. La lèpre ou la maladie de Hansen est une maladie infectieuse chronique causée par le bacille de Hansen, un microbe de la même famille que les agents de la tuberculose et de l'ulcère de Buruli. Elle se transmet par voie respiratoire, touche les nerfs périphériques, la peau et les muqueuses, et provoque une infirmité sévère, mais elle peut guérir lorsqu'elle est diagnostiquée et traitée tôt. Non traitée, elle peut être progressive, causant des dommages permanents à la peau, aux nerfs, aux membres et aux yeux. Elle est favorisée par la misère et le manque d'hygiène.

La lèpre est devenue une maladie guérissable grâce à l'association de plusieurs

antibiotiques, la polychimiothérapie (PCT). C'est un traite-



La lèpre demeure une maladie inquiétante.

ment gratuit et disponible dans les bases épidémiologiques sur toute l'étendue du territoire national.

L'OMS indiquait à ce titre que le Gabon est parvenu à atteindre un taux d'élimination de 24000 à 10000 lépreux qui

sont traités dans les trois centres principaux, dont l'hôpital

de Nkembo à Libreville, l'hôpital Albert Schweitzer à Lambaréné et l'hôpital de Bongolo à Lebamba.

Cependant, faire vacciner son enfant à la naissance du BCG permet d'éviter un certain nombre de cas de lèpre. Georgie M.

EDUCATION

# Soutenances à l'IHEM

L'Institut des hautes études de management (IHEM) a connu un moment particulier le vendredi 16 janvier à l'occasion des soutenances publiques qui s'y sont déroulées. En effet, ce sont près de 120 étudiants qui ont soutenu leurs rapports de stage et mémoires en vue de l'obtention de leurs diplômes universitaires de technologie (DUT), de licence professionnelle et master devant des jury composés des enseignants des universités, des grandes écoles ainsi que des professionnels d'entreprise. Pendant ces sou-

tenances, les impétrants ont défendu leur travaux après avoir effectué des stages en entreprise dans des domaines que sont la gestion financière et comptable, la gestion des ressources humaines, l'action commerciale, le commerce international, la gestion touristique et environnementale, la communication d'entreprise pour ne citer que ceux là. Au finish, les jury dans l'ensemble se sont dit satisfaits de la qualité des travaux qu'ils ont jugé en dépit de quelques difficultés d'ordre méthodologique dans



Vue d'une étudiante en pleine soutenance.

certaines travaux, ce qui n'entame pas la valeur de ces der-

niers. Après avoir réussi l'épreuve de soutenance, les

Le saviez-vous?

- 30 : C'est le nombre de CAN déjà organisées ;
- 1972 : C'est l'année de l'organisation de la première CAN en Afrique centrale ;
- 6 : C'est le nombre de participation du Gabon à la CAN ;
- 3 : C'est le nombre de joueurs gabonais qui disputent leur troisième CAN.

La rédaction

étudiants pourront rentrer en possession de leur parchemin qui leur ouvriront les portes de la vie professionnelle à laquelle ils aspirent tant. Notons que l'ensemble des jury étaient présidé par ENGONE MVE Symphorien, professeur agrégé des sciences économiques et de gestion.

Steve MOUNGUENGUI

GESTION D'ENTREPRISE

# Le management de crise

Dans notre dernière livraison, nous avons donné une définition de la crise tout en évoquant l'intégration de la gestion de crise dans les disciplines du management. Aujourd'hui, nous voyons dans quelles mesures les crises peuvent être gérables en indiquant les différentes situations de crise et le modèle approprié en la matière.

**LES CRISES SONT ELLES RÉELLEMENT GÉRABLES ?**

Dans le terme "gestion de crise", deux termes antagonistes sont associés. La crise qui par définition déborde les capacités de compréhension et d'action et, la gestion qui porte les germes de contrôle et de la maîtrise des événements. Est-il vraiment possible de contrôler l'incontrôlable ? Pas toujours. Dans l'esprit et dans les pratiques managériales, la gestion de crise ne porte pas toujours les fruits escomptés. Le nombre de crises touchant des entreprises, des administrations ou des secteurs d'activité entiers n'a pas diminué et le sentiment d'impuissance prend fréquemment le dessus. Des événements exceptionnels qui secouent régulièrement l'actualité des sphères économiques et politiques des entreprises continuent de surgir et persistent à semer le doute sur nos compétences d'anticipation et de gestion. La gestion de crise telle qu'elle se pratique aujourd'hui, trouve rapidement ses limites.

En effet, comme le souligne *Christophe Roux-Dufort*, professeur de management stratégique à l'école de Management de Lyon, "en matière de gestion de crise, il convient de se départir de toute illusion du contrôle et d'anticipation car le développement des nombreuses techniques qui gravitent autour de la crise ont parfois donné le sentiment à certains dirigeants qu'elles pouvaient être anticipées et contrôlées, ce qui n'est presque jamais le cas sans quoi parler de crise ne rimerait à rien". Les outils de gestion de crise ne sont pas des gages d'immunité mais constituent des balises propres à faciliter l'action et la décision sans garantie de maîtrise. La gestion de crise implique une importante capacité de discernement et de vigilance ainsi qu'une grande flexibilité intellectuelle, car c'est souvent dans des recoins ignorés ou sous-estimés que les crises prennent racine. Une crise résulte ainsi d'une faille intellectuelle ou d'une ignorance sur des fragilités que l'on a sous-estimées. En fait, dès lors que la gestion de crise alimente le sentiment de contrôle et de maîtrise, elle manque à sa mission. Tant elle se doit de former et d'entraîner les dirigeants à faire face à des situations où les savoir-faire habituels sont contestés.

D'ailleurs, le renversement des sens issu de la crise provoque souvent la sidération des décideurs. Cette phase est inévitable. Sans elle, il n'y aurait pas de crise, l'effet de surprise et de paralysie étant un ingrédient incontournable même s'il existe des fenêtres optimales d'intervention durant lesquelles l'entreprise peut agir sur la crise sans précipita-

tion, ni retard car prendre la décision d'agir trop tôt peut déclencher la crise, la prendre trop tard, c'est risquer d'être hors jeu et déclaré irresponsable.

**LE MANAGEMENT DE CRISE**

Une crise peut être perçue à la fois comme un événement et un processus. Cette distinction permet d'en souligner différentes méthodes de gestion.

**• Terrain de crise et événements déclencheurs**

A l'image de ce qui a été dit plus haut, la crise conçue comme un événement est définie comme inattendue, imprévisible et ambiguë. Elle se caractérise par des conséquences car la pérennité, la légitimité et l'image de l'entreprise sont remises en question. Cette approche de la crise centrée sur l'événement qui la déclenche, a beaucoup inspiré les méthodes de management de crise. Elle est illustrée par *Patrick Lagade* qui définit la crise comme la résultante d'un accident et d'une déstabilisation.

La crise conçue comme processus offre une autre perspective et nous invite à la définir comme une collision d'un terrain favorable et d'un événement déclencheur en d'autres termes, ce que l'approche centrée sur l'événement considère comme crise, l'approche processus n'y voit que l'amplification d'une situation déjà en marche. L'événement déclencheur n'est que la partie visible d'un processus de fragilisation, commencé depuis longtemps, qui s'emballer brutalement sous l'effet d'un événement particulier.

Bien entendu, les deux approches sont complémentaires, en fournissant un moyen d'accès à la crise par ses manifestations extérieures, la perspective centrée sur l'événement a l'avantage d'être directement opérationnelle, dans la mesure où elle incite à développer des réflexes et des moyens de réduction des conséquences. De la même manière, les entreprises reconnaissent parfois que les crises naissent d'une certaine dynamique amont mais sont loin d'en mesurer la portée préférant ainsi s'attaquer au péril dès lors qu'il est dans la demeure.

**• Modèle de management de crise**

les deux visions que nous avons développées débouchant sur des pratiques de gestion à différents moments de l'évolution d'une situation, une première façon de s'attaquer à la crise, la plus évidente et la plus pratiquée, consiste à mettre en œuvre des moyens et des organisations propres à circonscrire rapidement les accidents ou les événements ex-

ceptionnels et à déployer des dispositifs de prise en charge de l'urgence et de la déstabilisation. La gestion de crise se résume alors à la gestion des événements exceptionnels même si la gestion de crise consiste aussi à mettre en place des moyens d'anticipation, de préparation, de prévention et de capitalisation. Dans cette séquence, la gestion à chaud de la crise n'est qu'une étape qui, si elle est préparée en amont, n'en sera que plus efficace.

**• Pendant la crise**

Au cœur des événements, la règle qui préside est qu'il ne faut pas entrer dans la crise à reculons. La gestion de crise implique un engagement fort des dirigeants auprès des équipes opérationnelles et vers l'ensemble des acteurs impliqués. Cette prise en charge volontaire donne un signal clair que les dirigeants ont pris la mesure de la situation. Au départ, le diagnostic de crise est difficile à faire car il repose sur des fragments d'informations. Ceci n'est pas un problème, mais l'erreur serait de croire que le diagnostic initial est définitif. Une crise prend souvent des trajectoires différentes. L'évaluation des points d'inflexion est nécessaire et requiert de scénariser les ramifications possibles de la crise dès le départ. Dès la formulation d'une première évaluation de la crise, on anticipe des prolongements hypothétiques possibles. Si les premières informations confirment les premières évaluations, d'autres prolongements doivent être envisagés et ainsi de suite. Se cantonner au diagnostic initial, sans anticiper les prolongements, fait courir le risque aux dirigeants d'être à nouveau pris de surprise, si la crise prend une nouvelle direction. L'évaluation et la scénarisation de la crise permettent de prendre la mesure de l'élément pour prendre des décisions proportionnées car, sans recul, la gestion de crise devient un exercice de rattrapage permanent dans lequel l'entreprise perd vite la main.

Dans tous les cas, des lors que ces bases sont jetées, il implique de mettre sur pieds un dispositif à la hauteur des dérèglements auxquels on doit faire face, dispositif qui facilite une stratégie souvent payante, mais difficile à mettre en place : l'occupation du terrain.

**• Avant la crise**

La mise en place d'un dispositif minimum pour se préparer à la gestion de crise peut aider à rationaliser les décisions initiales et à se présenter plus sereinement sur le théâtre des opérations même s'il est souvent difficile d'estimer le potentiel de crise d'une situation. La détection de l'entrée en crise nécessite donc une préparation portant sur la dé-

finition de la crise et la caractérisation de seuils critiques. Le dépassement de ces seuils indique le passage en mode alerte ou en mode crise. Ces seuils d'alerte dépendent de l'entreprise et de ce qu'elle considère comme des indicateurs significatifs de la gravité d'un événement. Par exemple, dans les entreprises de luxe, on évalue souvent le potentiel d'exposition médiatique d'un événement. Quand l'image de marque est l'actif le plus vital d'une activité, il est normal d'opter pour cet indicateur comme élément d'évaluation prioritaire. Dans les produits grand public, la croissance anormale du nombre des plaintes des consommateurs liées à l'utilisation ou à la consommation d'un produit est un autre indicateur facilitant le diagnostic de crise.

Quoi qu'il arrive, on retrouve pour cela, les éléments d'une fusée à trois étages avec : la mise en place d'un dispositif d'alerte, l'organisation opérationnelle et stratégique de la cellule de crise et, la formation et la préparation des équipes.

**• Après la crise**

Les crises sont nécessaires. Une meilleure compréhension de leurs ressorts se profile au moment du retour d'expérience, moment précieux où l'on s'interroge sur ce qu'il est utile de retenir de la crise. Durant ces moments, les dirigeants doivent analyser la gestion de crise stricto sensu, évaluer la prise en charge initiale de l'événement déclencheur en amont, les déséquilibres et le contexte qui ont rendu la crise possible. Chaque niveau d'analyse pose des difficultés croissantes. Autant il peut être aisé et rapide d'analyser la façon dont on a géré une crise ou de faire la lumière sur son événement déclencheur, autant il devient plus délicat de lever le voile sur le contexte organisationnel qui a précipité la crise. Et tout en évitant une culpabilité paralysante, on garantit tout au plus que l'entreprise saura mieux prendre en charge les crises lorsqu'elles se reproduiront. On conseillera donc encore plus de communication, une meilleure coordination des moyens, des formations complémentaires pour les équipes d'intervention, un réglage des procédures d'alerte et de mobilisation.

Dans tous les cas, nous retiendrons pour le management de crise, que nous devons utiliser la crise comme une opportunité inédite d'exercer des capacités de leadership hors du commun. Dans notre prochaine livraison, nous aborderons un thème aussi novateur qu'actuel : " la responsabilité sociétale des entreprises "

Constant Oyono Ebang Obame

Potentiel brèves

**ALI BONGO AU 24ème SOMMET DE L'UNION AFRICAINE**



Le président de la république gabonaise, Ali Bongo Ondimba a récemment pris part au 24ème sommet de l'Union africaine qui s'est tenu à Addis-Abeba en Ethiopie. Pendant ce sommet les Chefs d'Etats ont décidé de la mise en place d'une force régionale pour lutter contre la secte islamique Boko Haram.

**BOXE: TAYLOR MABIKA AU FIRMAMENT**



Le noble art gabonais était à l'honneur le samedi 31 décembre dernier à l'occasion de la victoire de Taylor Mabika par K.O sur son adversaire américain Tyler Seever. Le pugiliste gabonais devient après sa brillante prestation le nouveau champion du monde des lourds-légers version IBU et entre un peu plus dans l'histoire de la boxe de notre pays puisqu'il est le premier gabonais à remporter ce titre.

**HENRI MAX NDONG ZUÉ PREND LES COMMANDES DE TOTAL GABON**



Le Géant français Total vient de nommer à la tête de sa filiale du Gabon notre compatriote Henri Max Ndong Zué. Ce haut cadre a occupé de nombreuses fonctions dans cette entreprise avant d'être promu à la direction générale de Total Gabon. Henri Max Ndong Zué aura de nombreux défis à relever car sa nomination intervient dans un contexte international marqué par la chute du prix du baril de pétrole.

Steve MOUNGUENGUI

DOSSIERS ET REPERES

# Méthodologie générale de la recherche scientifique

ENSEIGNEMENT

L'univers scientifique est sans cesse sollicité en vue d'apporter, en guise de solutions et d'explications rationnelles relatives aux phénomènes naturels, outrepassant les capacités intellectuelles du commun des hommes, des réponses précises susceptibles de satisfaire les uns et les autres, chacun à son niveau. Or, des réponses satisfaisantes, bien que de nature provisoires, ne peuvent être possiblement envisageables, que si la recherche est assujettie à une méthodologie bien appropriée, c'est-à-dire susceptible de rimer avec les exigences de l'objet à saisir, mais surtout de la discipline concernée.

RECHERCHE APPLIQUÉE ET RECHERCHE DOCUMENTAIRE

Au vu de cette myriade des spécialités que connaît le monde élitiste de la science aujourd'hui, il est évident d'attribuer à chaque discipline scientifique une méthodologie propre d'investigation, d'analyse et de rédaction. Pourtant, cela n'empêche guère la possibilité d'un centre névralgique, à partir duquel toutes les méthodologies trouvent un intérêt commun, c'est la quête de l'information par le biais de la recherche. C'est ainsi que de manière générale, il existe la méthodologie de la recherche scientifique, d'où l'idée de recherche appliquée et fondamentale, et la méthodologie documentaire. La première méthodologie a le souci d'être analytique, très ferme et dont l'objectif est assurément de saisir l'information parfaite. L'autre approche, par contre, ne s'intéresse pas directement à l'objet d'étude, mais plutôt à l'endroit où il serait possible de le trouver. Chacune des deux méthodes sont valables et crédibles tant leurs actions demeurent complémentaires et capitales dans la recherche des informations relatives à des sujets d'étude bien précis.

L' HYPOTHÈSE DE RECHERCHE

Toute recherche est édictée par une problématique centrale qui elle, est commanditée par la thématique centrale, sinon par le sujet. Un chercheur méthodique a besoin d'organiser sa recherche, en formulant et en définissant une problématique de recherche qui devra servir de canevas d'investigation, dans le processus même de ses actions. Ainsi, la recherche appliquée nécessite que la problématique soit élaborée à partir d'un ensemble d'idées appelées « Hypothèses », et entendons par « hypothèse » dans le cadre de la recherche, une idée ou une

suggestion d'explication à un phénomène. L'hypothèse de recherche dans le cadre d'une science appliquée est toujours basée sur des observations ou sur des faits réellement expérimentables (compte tenu de leur concrétude).

LE CHOIX DE LA MÉTHODE DE RECHERCHE

Pour tout chercheur, le choix de la méthode de recherche à adopter est toujours un moment crucial dans un laboratoire, car il y a la peur de se tromper, mais surtout de ne pas obtenir les résultats escomptés, lorsqu'il sera question d'en arriver à la conclusion. Car lorsqu'il est question de fournir des informations précises sur un phénomène donné, que ce soit dans la nature ou même dans un milieu professionnel, il est nécessaire de prêter attention aux causes et aux facteurs déterminants susceptibles d'apporter ces informations. Cependant, la fiabilité ne devient réellement évidente que lorsque les hypothèses adoptées sont soumises à l'épreuve du test de signification.

QUID DU TEST DE SIGNIFICATION ?

Si les sciences exactes nécessitent l'expérimentation en laboratoire pour confirmer ou infirmer une vérité théorique émise en amont, les sciences humaines en général, en particulier les sciences sociales, conditionnent le choix de la meilleure méthode de recherche par l'usage des tests de signification. Cette opération technique d'évaluation permet de distinguer la bonne méthodologie d'autres méthodologies erronées ou inadaptées au processus de recherche dont il est question. C'est ainsi qu'entre différentes hypothèses, le test de signification permet au chercheur de conclure avec certitude la validité d'une hypothèse.

LA PHASE DE LA CONCLUSION

Dans la recherche scientifique, quelle qu'en soit la nature, la phase de la conclusion est très délicate, puisque tout le monde s'attend à des informations vérifiables, dès l'instant où les gens veulent observer des éléments qui sont susceptibles d'être des preuves empiriques. C'est ainsi que la conclusion d'une recherche scientifique exige certaines précautions assujetties aux facteurs du processus de recherche, dont les plus critiques demeurent, sans aucun doute, les principes de validité et de signification. Tout le monde doit pouvoir vérifier



La recherche scientifique repose sur l'apprentissage d'une méthodologie appropriée.

empiriquement les résultats obtenus pour que la méthode de recherche utilisée soit jugée crédible. Et lorsque le processus de la recherche et les conclusions ainsi obtenues sont rendus publics, l'on parle alors du phénomène de la généralisation de l'information, même s'il n'y a pas toujours la possibilité de refléter, in extenso, le monde réel, compte tenu des limites matérielles du principe même de la mesure.

LA METHODOLOGIE DE LA RECHERCHE DOCUMENTAIRE

La recherche documentaire peut être appréhendée comme étant le prélude à la recherche scientifique fondamentale et appliquée, parce qu'elle prépare une véritable étude des phénomènes, en réunissant dès le départ les éléments et les moyens susceptibles de fournir les informations et les outils de recherche. Cette étape préliminaire est davantage réservée aux étudiants de Licence et Master, qui apprennent à se familiariser avec les outils de recherche en vue de la réalisation de leurs rapports de stage et mémoires, sous l'encadrement d'un directeur de recherche (pour la direction académique et scientifique) et d'un tuteur de stage (au sein de l'entreprise).

La recherche documentaire commence toujours à partir d'un sujet bien précis, duquel va dépendre tout le processus de quête d'informations qui s'ensuivra logiquement. C'est ainsi que l'étudiant est tenu de mieux cerner le sujet d'étude, dont il devra délimiter le champ d'action par des questionnements idoines, suivi d'une liste des mots clés et de la revue de la littérature sous-jacente (l'ensemble d'ouvrages et d'œuvres d'études qui s'y rapportent).

En fait, l'étudiant est tenu de re-

chercher l'information là où il pense qu'elle soit possible de résider, autrement-dit, il est tenu d'examiner toutes sortes de supports d'informations abordant son sujet : ouvrages, rapports et mémoires d'anciens étudiants, sites internet (savoir utiliser l'outil informatique pour la circonstance). Les journaux, les revues et les magazines peuvent également servir de supports d'information capitale pour un travail de recherche, même les émissions scientifiques télévisées doivent attirer l'attention de tout chercheur, tout dépendant, évidemment, du sujet abordé.

L'exploitation rationnelle des sources utilisées est de rigueur, puisqu'il est question avant tout de savoir exploiter les liens web importants, d'être capable de reconnaître les ouvrages utiles pour un sujet donné, mais surtout d'en savoir préciser les éléments référentiels, tels que : Le titre de l'ouvrage, le nom et le prénom de l'auteur, l'année de publication, la tomasion, la maison d'éditions, etc. Et pour ce qui est des journaux ou des magazines, il y a la nécessité de signaler, outre le nom, le numéro et l'année de parution, sans oublier de mentionner la page de l'article utilisé.

Il va sans dire que, quelque soit la discipline scientifique, la recherche exige une méthodologie qui demeure liée à la thématique abordée, puisque la finalité recherchée édicte une conduite rigoureuse au chercheur. De là devra écouler tout le processus d'investigation et de rédaction des résultats pour un large public, comme preuve d'aboutissement des recherches. La fiabilité, la validité, l'évidence des faits, sont autant d'éléments qui déterminent le caractère d'un travail satisfaisant, et l'usage adéquat d'une bonne méthodologie.

Dr Alphonse NDINGA NZIENGUI  
Maître Assistant des universités

LE DEFIS DE L'EMERGENCE

# Le dialogue social au Gabon

FRONT SOCIAL

**Durant toute l'année 2014 et depuis le début de l'année 2015, le Gabon a vécu et vit toujours dans une extrême tension sociale caractérisée par des grèves incessantes dans quasiment tous les secteurs d'activités. Toutes les catégories socioprofessionnelles ne cessent de poser des revendications relatives à l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail à travers l'augmentation du point d'indice et du SMIG, de la revalorisation des retraites, le paiement de tous les rappels soldés, la refonte du prélèvement de l'ACNAMGS, la généralisation de la PIP à tous les agents de l'Etat...**

INEGALITES SOCIALES

En fait, toutes ces tensions sociales sont dues en grande partie à l'état de pauvreté et de précarité dans lequel vit la majorité des Gabonais. En effet, malgré la rente générée par l'exploitation du pétrole, des mines et du bois, le Gabon compte trop de pauvres. Même les travailleurs ont créé le concept de travailleurs pauvres. Une étude commandée par l'Etat gabonais avance des chiffres qui interpellent la conscience nationale et au premier plan les pouvoirs publics : plus de 30% de la population gabonaise, estimée à 1,5 millions d'habitants, sont pauvres et selon cette étude réalisée par le cabinet américain McKinsey, 95 000 familles vivent avec moins d'un dollar(-de 550 FCFA) par jour. Selon le rapport final intitulé Stratégie d'investissement humain du Gabon : «de Gabon présente une importante proportion de Foyers économiquement faibles percevant moins de 80 000 FCFA par mois. Ces Gabonais sont aujourd'hui environ 95 000, soit 30% de la population gabonaise qui perçoit des revenus sept fois inférieurs à la moyenne nationale. Le Gabon aujourd'hui, connaît de très grandes et graves inégalités persistantes au sein de la population, et un net décrochage sur un certain nombre d'indicateurs sociaux.

LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

C'est face à ces grandes et graves inégalités responsable de l'ébullition sociale qui dure depuis 2014 que le Président de la République, a du multiplier les initiatives dans le but de faire revenir l'accalmie et la sérénité. Pour lutter contre la pauvreté qui touche largement au-delà de 30% de la population, Ali Bongo avait d'abord convoqué des assises sociales, aux termes desquelles le Chef de l'Etat a fait des promesses en clôturant lesdites assises : « Notre budget national consacrer sur les trois prochaines années une enveloppe globale de 250 milliards de francs CFA, pour financer notre politique sociale, à travers notamment des filets de protection économique, les transferts solidaires, le développement des activités génératrices de revenus, la mise en place d'un fonds pour le micro crédit et l'amélioration du service public de l'emploi », avait assuré le président gabonais qui a aussi promis : « la prise en charge à 100 % des malades atteints de cancer, la prise en charge à 100 % des familles vivant dans une grande précarité, et ce, après enquête sociale, la prise en charge totale des frais médicaux aux urgences

médicales, les premières 24 heures lorsque le diagnostic vital est engagé, pour tous les Gabonais, qu'ils soient assurés ou non ».

A ce sujet, la Commission de concertation sur le Pacte social a remis, le 3 février dernier, son rapport au Président de la République. Le président de la Commission de concertation sur le Pacte social a décliné d'abord les missions qui lui sont dévolues. D'après Me Séraphin Ndaot Rembogo, cette structure « a pour but de définir les actions communes à entreprendre dans le cadre de la mise en œuvre du Pacte social, déterminer les moyens y relatifs, suivre et contrôler la mise en œuvre du Pacte social ». Bien qu'il n'ait pas rendu public le contenu et la teneur de ce rapport dont il réserve la primauté à l'exécutif, il a indiqué que « ses préconisations devront être

que les difficultés quotidiennes auxquelles font face les populations. Il revient au gouvernement de Daniel Ona Ondo de matérialiser les recommandations de ce rapport.

Mais bien avant la remise du rapport de la Commission de concertation sur le Pacte social, et devant la persistance de la grogne sociale, le Premier ministre, Chef du Gouvernement, le Pr Daniel Ona Ondo, en sa qualité de Président du Comité Ad hoc, sur le dialogue social créé par le Président de la République, avait convoqué à Libreville un dialogue tripartite gouvernement - patronat - syndicats du 27 novembre 2014 au 16 janvier 2015 dernier.

En effet, ouverts le 27 novembre 2014 à Libreville par le Premier ministre Daniel Ona Ondo, les travaux de ce rendez-vous tripartite gouver-

qui favorise la compréhension entre les différentes composantes de la société, selon l'Organisation Internationale du Travail, le dialogue social inclut toutes formes de négociation, de consultation ou simplement d'échange d'informations entre représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs sur des questions d'intérêt commun liées à la politique économique et sociale.

Le chef du gouvernement avait surtout comme objectif en ligne de mire la sortie définitive du «cycle infernal des grèves à répétition consécutives, des cahiers de charges jamais complètement satisfaits».

Mais que retenir au terme de ce dialogue social qui aura duré presque deux mois au cours desquels l'ensemble des cahiers de charge des grands regroupements syndicaux, des syndicats autonomes ainsi que les problèmes spécifiques (la révision du code de travail, la renégociation des conventions collectives, l'organisation des élections professionnelles et la mise en place du Conseil du dialogue social. Dans ce menu, figure également en bonne place, l'examen profond du traitement de l'agent public, parapublic et privé, partant ainsi du principe du système des recrutements, de rémunération et de primes, de la revalorisation des pensions et des retraites, la gestion des personnels dits de la main d'œuvre non permanente et du suivi des carrières.), ont été recueillis, examinés et négociés ?

LE RAPPORT FINAL

Au terme donc de près de deux mois de travaux auxquels ont pris part plusieurs membres du gouvernement ainsi que leurs représentants, les membres des syndicats présents aux assises du dialogue social d'Angondjé ont rendu public mercredi 31 décembre 2014, les résultats de leur travail. Ils concernent notamment le nouveau système de rémunération, la gestion des pensions de retraite des agents de l'Etat, des services rendus et des pré-retraites, conformément aux propositions faites depuis plusieurs mois aux plus hautes autorités, dont le Chef de l'Etat, Ali Bongo. Rappelant que les propositions de la Sous-commission Secteur Public portent sur l'augmentation du SMIG de 80.000 à 300.000 francs CFA, l'augmentation du point d'indice de 150 points supplémentaires et de la valeur indiciaire de 425 à 1500, du relèvement et du nouveau mode de calcul de la pension-retraite, ainsi que de la réduction de la carrière de 37 à 20 ans.

S'il est vrai qu'il ne s'agit que de recommandations, il reste à savoir si celles-ci seront approuvées par l'exécutif conformément aux instructions données par le président de la République qui, lors de son discours de présentation de vœux du Nouvel An le 31 décembre 2014, avait invité le gouvernement à faire des propositions concernant, entre autres, un nouveau système de gestion de l'agent public, des cadres organiques de l'administration publique et un nouveau système de rémunération de l'agent de l'Etat à partir de ce mois de janvier.

Aussi, en dépit de quelques difficultés enregistrées entre les parte-

naires sociaux, le rapport final a été rendu public par le Secrétaire Général adjoint du Gouvernement, Vincent Bernard Rawambya.

Le contenu du rapport général adopté à l'unanimité retrace la situation évoquée par les délégués au cours des travaux qui auront finalement duré près de deux mois. Pour lui, la commission ad hoc voulue par le chef de l'Etat aura été l'occasion pour les partenaires sociaux et le gouvernement de s'accorder sur l'essentiel, en privilégiant le dialogue.

DIALOGUE OUVERT

Rappelons qu'il s'agissait de présenter le contexte général de cette concertation sociale, ainsi que le cadre dans lequel elle s'est tenue. Toutefois, les délégués ont interpellé les uns et les autres sur l'opportunité offerte aux partenaires sociaux par le chef de l'Etat, pour que soient dé-cortiqués, point par point, les maux qui minent la société gabonaise et proposés d'éventuels remèdes à cette situation.

Gouvernement, patronat et syndicats, ont fini par s'accorder sur les points de revendication, objet d'échauffement dans l'administration publique. Les questions d'ordre salarial et social demeurent les principales exigences de ces agents de l'Etat. En adoptant à l'unanimité le rapport final des discussions, les membres de la commission ad hoc ont souhaité traduire leur intérêt à renouer avec un climat social apaisé.

Pour le Premier ministre, Daniel Ona Ondo, l'adoption de ce rapport comportant des amendements à considérer avant sa transmission au président de la République ne constitue nullement l'arrêt définitif des échanges entre partenaires. Quatre sous-commissions ont participé à son élaboration à savoir : para public, secteur privé, patronat et public.

Aussi, au regard de la situation socio-politique et économique actuelle du Gabon, il y a lieu de poser cette question : après les assises du dialogue social, la tension peut-elle baisser dans le pays ?

Cette interrogation suscite des inquiétudes qui demeurent par rapport à la sincérité du gouvernement dans l'application des décisions du dialogue social d'Angondjé. D'autres inquiétudes sont liées à la baisse des cours du pétrole et à la crise politique qui persiste dans le pays.

L'APPLICATION DE DECISIONS

Concernant la sincérité du gouvernement dans l'application des décisions du dialogue social d'Angondjé, l'opinion a été surprise pour le regretter d'apprendre, par le truchement du porte-parole des centrales syndicales de l'administration publique, Pulchérie Matéya, que les membres du gouvernement les plus concernés par la sous-commission «Secteur Public», en l'occurrence le ministre de la Fonction Publique, Jean-Marie Ogandaga, et le ministre du Budget et des Comptes publics, Christian Magnagna, avaient brillé par une absence notoire.

(Suite en page 9)



Les résultats des travaux du dialogue social déposés sur la table du Chef de l'Etat devraient déboucher sur des solutions concrètes.

prises en compte dans les différents programmes sectoriels. D'autant que ce rapport prend en compte la transversalité des problèmes posés par des secteurs prioritaires comme l'éducation, la santé et les loisirs, l'emploi, l'habitat et le logement, ainsi que les transports ».

ASSISES SOCIALES

Au cours de cette cérémonie à laquelle prenait également part le Premier ministre le Pr Daniel Ona Ondo, le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba a d'abord salué l'engagement de ces compatriotes, reconnaissant que ces hommes et femmes se sont «placés au-dessus des clivages partisans Majorité/Opposition», et «faire fi de leurs appartenances ethniques, religieuses ou philosophiques, pour ne se consacrer qu'à une seule chose, faire avancer le Gabon en apportant des pistes de solutions aux attentes» des populations.

Mise en place le 31 octobre 2014 dans l'optique de réunir toutes les forces vives nationales, au-delà de leurs clivages politiques, la Commission de concertation sur le Pacte social entend trouver des voies et moyens pour sortir 80.000 foyers nationaux de la précarité et de la pauvreté, selon les chiffres mis en exergue par le rapport McKinsey qui a relevé les disparités sociales ainsi

nement - patronat - syndicats ont pris fin le vendredi le 16 janvier 2015 au stade de l'Amitié d'Angondjé. En dépit de quelques difficultés enregistrées entre les partenaires sociaux, le rapport final a néanmoins été rendu public par le Secrétaire Général adjoint du Gouvernement. Il faut noter que le contenu du document adopté à l'unanimité retrace la situation évoquée par les délégués au cours des travaux qui auront finalement duré près de deux mois. La commission ad hoc voulue par le chef de l'Etat aura été l'occasion pour les partenaires sociaux et le gouvernement de s'accorder sur l'essentiel, en privilégiant le dialogue, vertu cardinale qui caractérise, le peuple gabonais.

Le gouvernement avait donc réuni les forces vives du monde des travailleurs en vue d'examiner leur quotidien et trouver les solutions idoines, durables et définitives à leurs récurrents problèmes revendicatifs, le Pr Daniel Ona Ondo avait émis le souhait de voir sortir, cette fois-ci de ces assises, des «propositions concertées, solides, durables et soutenables en lieu et place des solutions partielles du passé, des demi-réponses aux problèmes posés ou des petites solutions sectorielles et limitées dans le temps».

Est-il utile de rappeler d'abord que le dialogue social recouvre tout ce

# La société nationale

La Société nationale du logement social (SNLS) est une entreprise à participation financière publique créée en avril 2013 sous la forme d'une société anonyme par le Président de la République en vue de favoriser progressivement l'accès à la propriété pour tous les gabonais.

La Société nationale du logement social (SNLS) ambitionne de contribuer à l'amélioration du cadre de vie des populations ayant des revenus modestes ou étant économiquement faibles. Ainsi, elle est chargée de :

- Proposer des logements répondant aux attentes des clients en location simple, location-vente et vente directe. Le défi est donc d'offrir un logement décent à moindre coût en développant une qualité de vie pour les résidents.

- Aménager des parcelles entièrement viabilisées avec titre foncier destinées à la commercialisation. Réhabiliter le cadre bâti pour améliorer le patrimoine existant. Réaliser des prestations de service en matière immobilière (gestion et administration de bien).

Deux ans après sa création, la Société nationale du logement social (SNLS) tient son pari d'offrir aux gabonais des logements décents. L'entreprise est en effet en cours de finalisation de la construction de 2000 logements. C'est dans ce cadre, qu'elle vient de tisser des partenariats avec l'Union Gabonaise de Banque (UGB) et la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) pour faciliter aux Gabonais, l'acquisition de ces logements.

Après sa dernière sortie médiatique axée sur son premier Conseil d'administration en début d'année, la Société Nationale du Logement Social (SNLS) vient de s'illustrer en annonçant jeudi 11 septembre, l'ouverture de sa toute première agence commerciale et en présentant ses offres de logements.

L'offre de la SNLS comprend des parcelles de terrain viabilisées d'une valeur de 8,5 millions la parcelle, avec accès à l'eau, à l'électricité et des titres fonciers payables en quatre tranches.

Pour faciliter l'accès à ces logements, la SNLS a conclu des partenariats avec l'Union Gabonaise de Banque (UGB) et la Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Gabon (BICIG) pour l'acquisition de crédits immobiliers. A cet effet, les futurs acquéreurs doivent posséder des comptes bancaires.

La Société Nationale du Logement Social a pour but de faciliter aux gabonais, l'acquisition d'un logement décent. Ses actions comprennent la construction, l'acquisition, la réalisation des travaux, la gestion des immeubles à usage d'habitat ou professionnel ou des deux simultanément.

Steve MOUNGUENGUI & Georgie M.



Texte et photos : [www.snlsgabon.com](http://www.snlsgabon.com)

US

# du logement social



## AFRICA BTP Engeneering

GENIE CIVIL & TRAVAUX PUBLICS TOUS CORPS D'ETAT



Résidencee privée



Aménagement de chaussées



Grue



Bétonnière de chantier



### CONSTRUCTION ET ENTRETIEN BATIMENT

- Maçonnerie;
- Electricité;
- Plomberie;
- Etanchéité;
- Carrelage;
- Menuiserie aluminium;
- Menuiserie bois;
- Peinture;
- Toiture et Couverture;
- Climatisation;
- Voiries;
- Réseaux divers;

### CONSTRUCTION INDUSTRIELLE

- Construction métallique;
- Hangars;
- Usines;
- Complexes industriels;

### CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART

- Ponts et Chaussées;
- Monuments...

### CONSTRUCTION D'AERODROMES.

### CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, RENOVATION ET ENTRETIEN DES ROUTES

*Le développement de l'Afrique avec AFRICA BTP Engeneering.*

Rond point pavés de MINDOUBE 2

Tél.: 0341 9975 / 0441 8349 / 0454 3473 Libreville

Email: africabtpengeneering@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org

## POTENTIEL ANNONCES

### IMMOBILIER

#### LOCATION

**Loue** 2 appartements à étage avec deux chambres, un salon, une cuisine, une douche WC et un WC visiteur au quartier apostrophe. 150.000 FCFA. NB : loyer, caution et frais. Tél : 02160618

**Loue** un appartement au beau séjour avec salon, cuisine, 2 douches, 2weet une terrasse. 250000 fcf. 2 mois de caution et un mois de loyer. Tél : 07718827

**Loue** appartement de 3 chambres, salon avec 2 douches WC dans la barrière à 10 mètres de la route. 250000f. Tél : 06 87 06 72

**Loue** un appartement haut standing avec 2 chambres, salon, cuisine, 2 douches avec chauffé eau et 2 WC. Interphone plus gardien au centre ville. 400.000FCFA. Tél : 06 87 06 72

**Loue** un appartement de 2 chambres, salon, cuisine, terrasse, deux douches au rond point de la démocratie. Tél : 02910586

**Loue** une villa duplexe à Awendjé 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches WC et terrasse. 500.000fcfa. Loyer, caution et frais. Tél : 02910586

**Loue** une villa de 4 chambres avec placard, 2 salons, cuisine, douche, parking. Haut de Gué-Gué. Tél : 02910586

**Loue** Maison de 4 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2WC au feu rouge d'Akébé. Barrière commune. 500.000fcfa. Loyer, caution et frais. Tél : 07718827/03248659

**Loue** Studio à belle-vue II, chambre, salon, cuisine, douche WC et terrasse. 150000FCFA Loyer, caution et frais. Tél : 07718827

**Loue** Studio à Akébé ville chambre, salon, cuisine, douche WC. 160000FCFA Loyer, caution et frais. Tél : 07718827

**Loue** Studio chambre, salon, cuisine, douche WC et terrasse. 180000FCFA Loyer, caution et frais. Tél : 07061480

**Loue** Maison de 3 chambres, salon, cuisine 2 douches WC et terrasse à SOTEGA. 250.000FCFA. Tél : 02910586

**Loue** Villa de 4 chambres, salon, douche, cuisine, 2WC à 400.000 FCFA. Tél : 07061480

**Loue** Maison en dur, 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne. Prix 200.000f avec eau. Mois, caution, et frais. Tel : 06347284/03187739.

**Loue** Local commercial en bordure de route à sibang 3. Prix 150.000f sans charges, mois, caution et frais. Tel : 06347284/03187739

**Loue** Appartement clôturée à montagne sainte, 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches et 3 WC, gardien jour/ nuit. Prix 600.000f tel : 06439103.

**Loue** villa à Agondjé 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC dans barrière. Prix : 400.000f. Tel : 06286006

**Loue** appartement au PK 8 aux 2 écoles dans barrière, 3 chambres, douche, 2 WC, terrasse, salon cuisine. Prix : 280.000f avec charge. Tel : 06286006

**Vend** appartement grand standing, compteur d'eau et électricité, grille de sécurité. Comprenant, un grand séjour, trois chambres équipées de placards, deus salle d'eau (WC), une salle de bain avec douche et WC, deux terrasses couvertes, au fin goudron. Agence prix : 300.000f, loyer, caution et frais Tel : 05137878

**Vend** Maison a Akébé Plaine en dur, 3 chambres, salon, cuisine, douche et WC. Prix : 9.000.000f. Tel 06439103

**Vend** Maison en dur derrière la pédiatrie d'owendo, 3 chambres, salon, cuisine, douche et WC. Prix : 800000f. Tel : 06439103

**Vend** Maison en dur à l'ENS, 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC. 3000000fcfa. Tél: 06347284

**Vend** Villa clôturée sur 800m², 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC, à Sibang 3. Prix 350.000.000f à débattre. Tel : 06439103

**Vend** Maison en dur, 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne, en bordure de la route secondaire à Sibang 3. 16000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

**Vend** villa en dur, en bordure de la route à Owendo, 90000000fcfa. Tel 06347284

**Vend** une maison en dur à Bel air Charbonnage, 2 chambres, salon, cuisine, 15000000fcfa à débattre. Tel 06347284

**Vend** Maison en dur 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC à Nzeng Ayong. Prix : 30.000.000f. Tel : 06347284/ 03187739

**Vend** Un bâtiment en étage inachevée avec une superficie de 1700m² prix : 60.000.000f à débattre. Tel : 06347284/03187739

**Vend** Maison en dur, 3 chambres, salon cuisine douche et WC interne, grande terrasse. Prix : 15.000000fa débattre. Tel : 07062375/04669583

**Vend** villa clôturée sur 1500m², 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC habitable de suite. Prix : 45.000.000f. Tel : 06439103

**Vend** Un immeuble avec 6 appartements à l'intérieur chez les sœurs avec titre foncier. Prix 380.000.000f avec 4 studios dans clôture plus un local à côté. Tel : 06347284/03187739

### TERRAIN

#### VENTE

**Vend** Terrain de 400m² à Nzeng Ayong. Prix 1.250.000f tel 07062375/04669583

**Vend** Terrain à Nzeng-ayong de 2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à débattre. Tel 06439103.

**Vend** Terrain de 400m² à Montalier Nzeng Ayong. 10000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

**Vend** Terrain au PK 10comprenant une maison en planche, une maison en dur. Prix 8.000.000f à débattre. Tel : 03187739/06347284

**Vend** Terrain de 1500m² à Ntoun, 2000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

**Vend** Terrain en bordure de la route à Owendo.. Tél: 06347284

**Vend** Terrain 1200m2 avec soubassement d'une maison de 4chambres après la cité amissa d'angondjé avec titre foncier 11000000f. Tél: 07852262.

**Vend** Terrain 1500, à la 2ème cité oprag d'owendo port avec titre foncier à 28.000000f. Tél: 06347284

**Vend** Terrain de 100m² à bel air au Charbonnage, 7000000fcfa. Tél: 06347284

**Vend** Terrain à Nzeng-ayong de 2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à débattre. Tel 06439103.

### AUTOMOBILE

#### VENTE

**Vend** 2 bus de 15 places de marque kia. Tél: 06253979.

**Vend** Touareg en bon état, 10000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

**Vend** Toyota Prado en bon état, 6000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

# GRILLE TARIFAIRE DE POTENTIEL

	DESIGNATION	TARIF
PETITES ANNONCES (PAP)	Rubrique Potentiel Fouineur Rubrique Potentiel Immobilier + Photo toutes rubriques PAP	Les petites annonces sont gratuites
PETITES ANNONCES (PAC)	Module Potentiel avis tous les signes Module Potentiel à la une tous les 25 signes + Photo Potentiel avis + Photo Potentiel à la une	1 000 F 3 200 F 5 200 F 10 500 F
FRAIS TECHNIQUES DE CREATION DE MAQUETTE	Formats Oreille, Bandeau, 1/8, 1/6, 1/5, 1/4 et 1/3 de page Format 1/2 page de Couverture Format 2è de Couverture la page Format, Double page centrale	30 200 F 70 300 F 140 500 F 250 300 F
EMPLACEMENTS DE COUVERTURE	Oreille de couverture Première de couverture Bandeau 2ème de couverture	99 000 F 520 000 F 253 000 F 983 000 F
EMPLACEMENTS INTERIEURS	1/8 page 1/6 page 1/5 page 1/4 page 1/3 page 1/2 page 1 page Double page centrale	82 600 F 90 000 F 120 000 F 160 900 F 210 000 F 295 000 F 610 000 F 983 300 F

## Numéros utiles & urgences

### SERVICES PUBLICS

o Renseignements téléphoniques nationaux	12
o Renseignements téléphoniques internationaux	16
o Préfecture de police	01 72 00 43 / 17 20
o Dérangements téléphoniques	19
o Police secours	177
o SAMU et ambulances	13 00
o Infos sida	13 13
o Sapeurs pompiers	01 74 09 55 / 18
o CHU	01 74 40 80
o Gendarmerie nationale	01 73 11 58
o Permanence gendarmerie	01 73 20 36
o Police judiciaire	01 72 09 51
o Brigade anticriminelle	01 72 00 43
o SEEG dépannages	01 76 73 73
o Cabinet Préfet de police	01 72 09 00

### HOPITAUX ET CLINIQUES

o Centre hospitalier de Libreville	01 74 40 80
o Hôpital de Nkumbo	01 76 21 30
o Fondation Jeanne EBORI	01 73 27 71
o Hôpital d'Instructions des armées	01 79 00 00
o Cabinet de Groupe	01 74 32 32
o Cabinet médical NOMBIE	07 82 06 06
o Clinique BIYOGHE	01 74 29 62
o Clinique des Cinq Palmiers	01 74 31 40
o Polyclinique CHAMBRIER	01 76 14 68
o Clinique Sainte Alice	01 77 54 03
o Clinique de la Paix	01 72 14 69
o Polyclinique EL RAPHA	07 98 66 60
o Union médicale	01 73 70 85
o S.O.S Médecin	01 74 08 80
o Hôpital Albert SCHWEITZER	07 24 00 24

### COMPAGNIES AERIENNES

o Aéroport de Libreville (ADL)	01 73 62 44
o Air France	01 79 64 64
o LUFTHANSA	01 74 08 40
o ROYAL AIR MAROC	01 73 10 25
o CAMAIR-CO	05 73 76 20
o Sénégal AIRLINES	01 72 14 45
o SOUTH AFRICAN AIRWAYS	01 72 41 91
o Air Nigéria	01 17 60 37
o AFRICA AIRWAYS BENIN	01 72 29 71
o SKY GABON S.A.	01 44 32 68
o ETHIOPIAN AIRLINES	05 93 16 60

### COMPAGNIE FERROVIAIRE

o SETRAG	01 70 80 60
----------	-------------

### PHARMACIES DE GARDE

o Pharmacie de garde du PK6	06 75 61 12
o Pharmacie du beau séjour	01 76 55 93
o Pharmacie du commissariat central	01 74 64 22
o Pharmacie de nzeng-ayong	05 19 02 79
o Pharmacie de la Poste	01 72 83 30
o Pharmacie les Forestiers	01 72 23 52
o Pharmacie Sainte Marie	01 74 00 52
o Pharmacie d'Oloumi	01 72 15 86

### TRANSPORTS TERRESTRES

o SOGATRA	01 76 20 09
o Transport TANKES	01 74 48 99
o Bitam Express	07 53 66 42
o MAJOR Transport	07 43 54 09
o La MOLVILLOISE Transport Plus	07 40 43 54



LE DEFIS DE L'EMERGENCE

# Le dialogue social au Gabon

FRONT SOCIAL

(Suite de la page 5)

Mieux, invité à plusieurs reprises, pendant les longues semaines de négociation, à venir présenter son «nouveau système de rémunération tant vanté», Jean-Marie Ogandaga ne s'est jamais déplacé. Ces inquiétudes sont d'autant plus justifiées que lors du discours des vœux à la nation du Président de la République, le 31 décembre dernier, Ali Bongo avait affirmé ne pas attendre les conclusions du dialogue social d'Agondjé et avait invité le gouvernement à faire des propositions concernant, entre autres, un nouveau système de gestion de l'agent public, des cadres organiques de l'administration publique et un nouveau système de rémunération de l'agent de l'Etat à partir de ce mois de janvier.

COUP DE THEATRE

Contre toute attente, le Ministre de la Fonction Publique, Jean-Marie Ogandaga, a contredit le Chef de l'Etat, en affirmant au cours de la table-ronde télévisée qui a suivi l'allocation d'Ali Bongo Ondimba, qu'un nouveau système de rémunération n'était possible que dans six mois. Raison pour laquelle, en plus des négociations sociales d'Agondjé et de la volonté du Président de la République de voir un nouveau système de rémunération des agents de l'Etat à partir de ce mois de janvier, le Ministre en charge de la Fonction Publique a réuni une autre Commission Ad-Hoc pour une étude technique sur la question.

Et pourtant, en 2006, lorsque le Président Omar Bongo Ondimba avait décidé de l'augmentation du point d'indice de 400 FCFA à 425 FCFA et du SMIG de 40 000FCFA à 80 000FCFA, cette mesure n'avait pas eu besoin d'attendre autant de temps tel que l'estime le Ministre Jean Marie Ogandaga, estiment les partenaires sociaux.

CRISE PETROLIERE

Une autre inquiétude réside au niveau de l'effondrement des cours du pétrole qui touche aussi les pays producteurs ou détenteurs comme le Gabon. En effet, à moins de 100 dollars, certains pays producteurs ou détenteurs du pétrole, ne parviendront pas à faire face à leurs dépenses budgétaires, qu'il s'agisse des subventions à l'énergie ou des mesures sociales en faveur de l'emploi, du logement ou de l'éducation. Mais tous les détenteurs ou producteurs de pétrole n'ont pas, loin de là, la même capacité à encaisser les chocs sans broncher. Le cas du Gabon par exemple, son économie est presque entièrement basée sur l'exploitation

pétrolière qui fournit à ce pays 80% de ses recettes d'exportation, 40% de son Produit Intérieur Brut (PIB) et 60% de ses recettes budgétaires. C'est dire que l'économie gabonaise dépend largement de la production pétrolière. Si le prix du pétrole restait bas durablement, le Gabon pourrait continuer à faire face à des risques accrus de mouvements sociaux en cas de non satisfaction des revendications des travailleurs des secteurs public et privé.

CRISE SOCIOECONOMIQUE

En plus de l'effondrement des cours du pétrole au niveau du marché international, le Gabon a été paralysé depuis plus d'un mois par la grève de l'Organisation Nationale des Employés du Pétrole (l'ONEP). La conséquence est donc double : non seulement les entreprises subissent des pertes au niveau international, elles ont enregistré quasiment la baisse de leur production du fait de la grève de l'ONEP. L'Etat aussi a subi les mêmes pertes au niveau de la part qui lui revient dans le cadre des CEPP et dans le recouvrement de sa fiscalité pétrolière. La décision d'importer les carburants (Pourquoi le gouvernement gabonais ne pense-t-il pas à constituer des stocks stratégiques de carburants ?) à partir des autres pays producteurs a semblé contreproductive pour les finances publiques et les engagements contractuels entre l'Etat gabonais et les compagnies pétrolières. Il a fallu négocier avec l'ONEP pour arriver à la suspension du mouvement de grève.

La chute des cours du pétrole ne peut que perturber l'équilibre de la loi des finances gabonaises bâtie autour d'un baril aux environs de 100 dollars. Au lieu d'un collectif budgétaire, c'est donc une nouvelle loi des finances avec des hypothèses réalistes, qui devrait être examinée lors de la prochaine session parlementaire. C'est dans la conjoncture actuelle que les autres pays puisent dans leurs réserves financières considérablement constituées. Ce qui ne semble pas être pour le Gabon, malgré l'existence de certains fonds constitués comme le fonds des générations futures qui a été transformé en fonds stratégique.

ECHÉANCES PRESIDENTIELLES

Le front socio-économique ne peut pas ne pas avoir des répercussions sur le plan politique. En effet, le Gabon est à 18 mois de la prochaine élection présidentielle. D'ailleurs, l'année 2016 sera une année électorale en République Gabonaise qui

verra les citoyens se rendre aux urnes pour élire le Président de la République en principe au mois d'août et les honorables députés au mois de décembre.

A 18 mois jour pour jour de l'élection présidentielle, la tension est vive dans le pays entre l'opposition et le pouvoir en place. Au regard de cette tension permanente entre les deux camps politiques, il y a lieu de croire que le scrutin majeur de 2016 - notamment la prochaine présidentielle - mettra le pays en effervescence.

Si le contexte politique actuel persiste jusqu'à la date du scrutin présidentiel de 2016, il est fort probable que la trêve sociale tant recherchée par les tenants actuels du pouvoir ne soit obtenue. Les différentes formations syndicales profitent souvent d'un tel contexte pour se montrer très exigeantes à l'égard du gouvernement, afin d'obtenir plus d'acquis sociaux.

CRISE POLITIQUE

Dans un tel contexte d'usure du pouvoir PDG, le déclenchement des procès contre les opposants et leur interdiction de sortie du territoire, l'emprisonnement des étudiants, l'affaire de l'acte de naissance du Chef de l'Etat resurgie dans le livre de Pierre Péan, les émeutes du 20 décembre avec à la clé la mort du compatriote Mboulou Beka, le sacage du domicile de Jean Ping, ne manqueront pas de s'étaler jusqu'à la période électorale et pourraient même accentuer les tensions entre les deux camps politiques. Une situation qui ne peut pas ne pas avoir des imbrications sociales que le pacte social et le dialogue d'Agondjé ne peuvent contenir.

Le risque politique et social est donc grand de poursuivre cette politique de radicalisation, malgré les appels au dialogue lancés par l'ONU, l'Union Européenne, tous les partis politiques français de gauche dont le Parti Socialiste au pouvoir, ainsi que plusieurs acteurs politiques et ceux de la Société Civile au niveau national.

L'EXHUMATION DE L'UNION NATIONALE

C'est dans ce contexte que quatre ans après sa dissolution, l'Union Nationale (UN) fait à nouveau partie des formations politiques reconnues sur le plan national. Une décision annoncée par le ministre de l'Intérieur, Guy-Bertrand Mapangou au cours d'une communication le 4 février dernier à Libreville. Selon une

modification de la loi N° 24/96 du 6 juin 1996 relative aux partis politiques, l'UN a donc bénéficié d'une résurrection. En cette période d'intersession parlementaire, une Ordonnance qui porte le n° 002/PR du 29 janvier 2015, a été prise. Elle modifie la loi n° 24/96 du 6 juin 1996, relative aux partis politiques en ses articles 13 ; 14 ; 42 ; 45 ; 46 ; 48 et 57. Le parti politique Union Nationale est réhabilité et autorisé à exercer ses activités sur l'ensemble du territoire national ; après que ses dirigeants aient déposé auprès des services compétents du Ministère de l'Intérieur, toute modification intervenue au sein de ses structures.

LA RENCONTRE DES PARTIS POLITIQUES

Dans le même esprit, Le Président de la République recevant les représentants des partis politiques de la majorité et d'une partie de l'opposition, le mercredi 4 février au Palais Rénovation, à « consolider les acquis démocratiques tout en renforçant l'état de droit ». En plus de la réhabilitation de l'Union nationale, le Conseil National de la Démocratie, temple d'un dialogue critique et constructif, sera mis en place avant la prochaine rentrée parlementaire.

S'adressant à un aréopage représentatif de la diversité des expressions nationales, en présence du Premier ministre, le Président de la République a souligné que « le dialogue, pour qu'il soit franc et constructif, doit s'accompagner d'une notion forte qui, chez les peuples bantous, est une valeur essentielle : le respect ».

L'idée de croire ou de faire croire que l'on peut négocier avec les partenaires sociaux en ignorant le malaise politique est une mauvaise appréciation.

L'HISTOIRE EN DIT LONG

Il faut se souvenir de la fin des années 1980, pour reconnaître que c'est l'agitation sociale, comme celle d'aujourd'hui, qui a entraîné le pays à la conférence nationale en 1990. En effet, selon l'historien gabonais Nicolas Meteguen N'na (2006, pp. 215-222) après le « deuxième choc pétrolier » de 1979, la crise économique s'exacerba et accrut le mécontentement de la population. Plusieurs entreprises mirent la clé sous le paillason. Le cas de la faillite de la société PIZO et celui de la Société d'Assurances et de Réassurances (SO.NA.G.A.R) furent des plus criards. Le détournement des deniers publics continuèrent. En 1985, avec la baisse

concomitante du prix du pétrole et du cours du dollar, comme maintenant, la crise réapparut. A partir de 1986, le budget de l'Etat fut considérablement réduit de 796 milliards de FCFA en 1985 à 3600 milliards en 1987 et 264 milliards en 1988. La faillite de plusieurs entreprises libéra une main d'œuvre de plus en plus nombreuse et donnant naissance au phénomène de chômage, jusqu'alors, inconnu au Gabon. Les conditions de vie de l'immense majorité de la population se détérioraient irrémédiablement, avec la montée du chômage, l'augmentation des prix des denrées de première nécessité, l'insuffisance et la dégradation des équipements sanitaires et scolaires ainsi que la médiocrité du réseau routier.

Progressivement, le climat social se détériorait dans le pays. A l'origine de cette effervescence, il y avait des causes internes (effets de la crise économique, injustice sociale, mécontentement dû aux arrestations consécutives à la découverte de « complots Moubandjo et Mamboundou » et à la publication de la loi Mayila obligeant les sociétés à payer les travailleurs à la tâche et non plus au mois) auxquelles s'ajoutaient les répercussions des événements de l'Europe de l'est où s'affrontaient les régimes communistes sous la pression populaire.

Ainsi, au fil des ans, l'injustice sociale apparut de plus en plus évidente. Il en résulta un grandissement du mécontentement populaire qui se traduisit à partir de 1990, par une succession de grèves et de violentes manifestations. Les difficultés financières croissantes et les mesures que prenaient les autorités pour essayer d'y remédier créèrent un profond malaise social qui, tournant à la revendication politique, sonna le glas du régime P.D.G. monopartiste de la rénovation, à travers la convocation de la conférence nationale aux mois de mars et avril 1990, qui rétablit le multipartisme.

Au regard de ce souvenir historique de la fin des années 1980, les uns et les autres doivent comprendre que le malaise actuel au Gabon n'est pas seulement d'ordre socio-professionnel, mais il est aussi et avant tout politique. Les seules négociations avec les principales formations syndicales, le retour du Conseil National de la Démocratie et la réhabilitation de l'Union Nationale ne constituent nullement une garantie à la paix sociale. Il faut peut être aller encore plus loin pour laver tout le linge sale en famille.

Dr Jonathan NDOUTOUME NGOME, Maître Assistant CAMES

MARCHES FINANCIERS ET BOURSIERS

Devises		Matières 1 <sup>ères</sup>		Bourses			Opportunités d'affaires
1 USD	487,377 FCFA		Coût de l'échange	CAC 40	17824.29	04/02/15	→ La BICIG a réalisé un résultat net de 32 milliards de francs CFA pour le compte de l'année 2014.
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1264 \$/t	DOW JONES	4691.03	04/02/15	
1 MAD	58.45 FCFA	Argent	16.72/USD/once				→ La Banque Mondiale a récemment annoncé que la croissance mondiale qui a été évalué à 2,6% en 2014 devrait connaître une augmentation de 3% en 2015.
1 GBP	824,298 FCFA	Café	1927/USD/livre				
100 CHF	55589,6 FCFA	Cacao	2764 USD/t	Baril de pétrole	Prix	Date	
100 ZAR	4479,82 FCFA			BRENT	58.33	04/02/15	
1 CAD	444,001 FCFA						



**Analyse de presse**

**APPINDANGOYE AU BOAVISTA**

Dans sa parution du mardi 3 février dernier, notre confrère du journal l'Union nous informe que le défenseur central des panthères du Gabon et du CF Mounana Aaron Appindangoye s'est engagé jusqu'en 2018 avec le Boavista (Portugal). Ce bond en avant du défenseur central de l'équipe fanion du Gabon va permettre au sélectionneur national Jorge Costa d'avoir une charnière centrale plus compétitive avec Bruno Ecuélé Manga et Irondu Musavu-king qui devront désormais se battre pour avoir une place de titulaire dans le onze de départ du technicien portugais.

**DE NOUVEAUX HABITS POUR LA BRIGADE DE GENDARMERIE DE MELEN**

Dans sa parution du 28 janvier l'hebdomadaire L'ÉVÈNEMENT nous rapporte que la brigade de gendarmerie de Melen a connu une cure de jouvence avec la réfection de ses locaux par les nouveaux dirigeants de ce corps des forces de défense. Vivement que de telles actions se pérennisent au sein de la gendarmerie car force est de constater que de nombreux postes de gendarmerie présentent encore des façades peu reluisantes

alors que des efforts peuvent se faire pour améliorer les conditions de travail des gendarmes.

**CONFLIT DE COMPÉTENCE À NDENDÉ**

C'est ce que nous rapporte notre confrère du journal LA TRIBUNE DU GRAND SUD dans sa parution du 2 février 2015. En effet l'hebdomadaire nous révèle qu'il y aurait des mésententes entre l'édile de la commune de Ndendé Balonzit Balingui. Cette situation qui n'honore pas les deux principales autorités de la ville des « neuf routes » doit prendre fin car les champs de compétence de ces deux autorités sont clairement définis par la loi.

**FIRMIN OLLO OBIANG EST LIBRE**

Selon le site d'information en ligne GABONECO, l'ancien leader du mouvement étudiant Firmin Ollo Obiang a été libéré le lundi 2 février dernier après avoir passé plusieurs semaines à la prison centrale de Libreville. Selon la même source, ce dernier a écopé d'une peine de trois ans de prison dont six mois ferme le vendredi 30 janvier dernier au palais de justice de Libreville. Ayant déjà purgé sa peine de six mois de prison ferme avant le jugement il

recouvre sa liberté à la grande satisfaction de ses proches et de tous ceux qui l'on soutenu pendant son séjour en prison.

**ET REVOILÀ LA GRÈVE**

C'est ainsi qu'a titré notre confrère l'AUBE. En effet, les enseignants membres de la Conasysed ont à nouveau décidé de rentrer en grève. Selon nos sources cette grève est le résultat du non respect par l'État de ses engagements. Cette situation est d'autant plus grave qu'elle renvoie à la maison de nombreux élèves en les exposant aux maux tels que l'alcoolisme et la drogue. Il est plus qu'urgent que le gouvernement et les syndicats de l'éducation trouvent une solution rapide pour permettre aux élèves de regagner les salles de classe.

**TROIS FILMS GABONAIS EN LICE AU FESPACO**

Le cinéma gabonais est représenté au Fespaco par trois de ses films à savoir : "Moane Mory" de Pacôme Amédée Nkoulou, "Sans famille" de Pauline Mvele et "La colère des ancêtres" de Melchisedec Obiang Zue. Avec ses trois films le cinéma Gabonais va tenter de remporter de nouveaux prix pour faire rayonner son 7e art qui bat de l'aile depuis quelques années.

Steve MOUNGUENGUI

**Potentiel agenda**

● La 4e édition du New York Forum Africa (NYFA), premier rassemblement économique panafricain, se tiendra cette année du 29 au 31 août 2015 à Libreville au Gabon, sous le haut patronage d'Ali Bongo Ondimba, président de la République.

Selon un communiqué de la direction de la communication présidentielle, les dates ont été modifiées afin de faire coïncider cette plateforme économique avec le 14e forum sur l'African growth opportunity act (AGO) qui sera organisé, pour la première fois, en Afrique centrale. Le Gabon a été choisi pour accueillir ledit forum.

L'AGO est une initiative du gouvernement américain visant à développer les échanges commerciaux avec l'Afrique subsaharienne. Elle sera organisée en même temps que le Nyfa, afin de maximiser l'impact sur l'économie gabonaise, tout en optimisant les dépenses budgétaires. Dans le contexte actuel de baisse du prix du pétrole, le gouvernement gabonais a décidé de combiner ces deux rencontres internationales, afin d'accroître les chances d'un retour sur investissement et de capitaliser la présence des centaines de décideurs économiques et politiques qui se retrouveront à Libreville pour plusieurs jours de discussions et de débats.

Plus de 1500 décideurs économiques et politiques sont attendus au Nyfa 2015, autour du thème "Investir dans l'énergie du continent". Les échanges porteront ainsi sur le nouveau dynamisme du continent, de ses entrepreneurs aux investissements étrangers avec des sujets clés tels que le dynamisme économique, les opportunités dans le secteur de l'énergie, l'entrepreneuriat, la création d'emplois et la diversification économique, l'éducation et l'innovation. Le New York Forum Africa est le seul sommet économique panafricain à se tenir en Afrique en 2015.

● L'AGO, initiative du gouvernement américain visant à développer les échanges commerciaux avec l'Afrique subsaharienne sera organisée en même temps que le Nyfa, afin de maximiser l'impact sur l'économie gabonaise.

● Pour des raisons de calendrier, le jubilé des 10 ans de l'IHEM initialement prévu du lundi 9 au samedi 14 février 2015 a été décalé et aura finalement lieu du lundi 1er au samedi 07 juin 2015.

Le programme initial demeure le même.

La rédaction

**CEMAC CONSULTING**

**CABINET D'EXPERTISE EN MANAGEMENT DE LA COMMUNICATION**

CABINET CONSEIL EN GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS



**MARKETING - ADMINISTRATION & GESTION DU PERSONNEL**

**COMMUNICATION - COMPTABILITE - FINANCE**

**REPRESENTATION**

**FORMALITES ADMINISTRATIVES ET COMMERCIALES**

**FORMATION - BUREAUTIQUE - INFORMATIQUE**

**EDITION - PRESTATIONS DIVERSES**

Situé derrière les eaux et forêts entrée face à Promo Gabon  
B.P. : 26764 Libreville - Gabon Tél. : +241 04 54 34 73  
Email : cemaconsulting@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org

# SONID

**SOCIETE NATIONALE D'IMPORT-EXPORT ET DE DISTRIBUTION**  
**ACHAT, IMPORTATION, VENTE DIRECTE ET À CRÉDIT**

- Agro-alimentaire
- Construction et équipement bâtiment
- Textile, habillement et ameublement
- Automobile
- Nouvelles technologies et télécommunication



Tél. : +241 0341 9975 / 0441 8349 Sise en face de l'église des Rois Mages d'Akébé-Ville  
 Libreville-GABON

**Ouverture fin février 2015**

AUX EDITIONS DU CENAREST

## ODYSSEES

Constant OYONO

*"Intervention divine, intervention: de la Suprématie. Et Dieu nous parle, tantôt d'une façon, tantôt d'une autre." (NZAME A LERE)*

Le titre du recueil « Odyssees » véhicule l'idée de mobilité, de déplacement mais aussi et surtout de conversion, c'est-à-dire une quête destinée à quitter un point initial (l'obscurité, le silence et la mort) pour une étape finale faite de lumière, de proximité parfaite et de communion intime avec Dieu dispensateur de dons et distributeur de talents.

Le poète gabonais Constant OYONO, à travers cette production de l'Esprit, désire rendre possible l'invention d'un avenir radieux dans une société africaine postcoloniale aux prises avec un passé humiliant (esclavage) et un présent aride (sous-développement). Pourquoi ? Parce que les hommes qui peuplent le Berceau de l'humanité ont oublié l'essentiel : ce que signifie être Homme. Le principal mérite du recueil est de réparer une des principales faillites des systèmes éducatifs africains trop tournés vers l'acquisition et la maîtrise de la science au détriment de la croissance de la conscience des apprenants, feignant d'oublier que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » !



Constant OYONO est de nationalité gabonaise. Titulaire du diplôme de Master of Business Administration (MBA) en gestion des entreprises et des administrations, il est aujourd'hui Fondateur et Administrateur Directeur Général d'un groupe de huit (8) sociétés dont l'Institut des hautes études de management - IHEM, Le Lycée privé de l'excellence - LPE, Le Complexe scolaire bilingue Bourgeois Dauphines - CSBD,

le Cabinet d'expertise en management de la communication - CEMAC Consulting, le journal Potentiel, Africa BTP Engeneering et la Société nationale d'import-export et de distribution - SONID à Libreville.

Sa vision de l'éducation est de faire de l'homme africain, un être capable de se tenir spirituellement sur les fondements de la Vérité de l'Etre et de relever les défis de la mondialisation et de la globalisation des échanges, la culture spirituelle étant une clé pour le développement personnel et collectif.

Educateur et encadreur de jeunesse, Constant OYONO est enseignant des sciences de gestion et demeure depuis 1986, animateur de conférences, de séminaires et de forums sur des thèmes tout aussi variés que politiques, économiques, sociaux, culturels et sportifs.

Odyssees, recueil de poèmes, d'économie et de traitement spirituel, est sa première publication.



ISBN : 978-2-35665-052-8  
 EAN : 9782356650528  
 Prix : 12 000 F CFA

Constant OYONO

Poésie

ODYSSEES



Edition 2<sup>e</sup>  
 Revue et augmentée

Les Editions du CENAREST

Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique



Points de vente : Maison de la presse, Livre + 1, Livre + 2, IHEM, LPE.